L'identité supra-nationale – entretien avec Daniel Cohn-Bendit

Citizen K International. 4 Décembre 2009.

Entretien réalisé par Sacha Goldman, publié dans Citizen K International. Photos par Mario Palmieri.*

Ce Franco-Allemand connaît mieux que quiconque la valeur relative de l'inscription nationale. Daniel Cohn-Bendit propose son plaidoyer pour une gouvernance mondiale.

Sacha Goldman pour CKI: À tous les niveaux, les instances exécutives naviguent à vue, ballottées dans l'incertitude. On entend çà et là des voix s'élever pour exiger des "solutions globales aux problèmes globaux". Et soudain, les hautes sphères du monde deviennent alpestres en produisant comme solution des "sommets"... Aux Nations unies, trois jours avant le Sommet de Pittsburgh sur l'économie et deux mois avant Copenhague, le président français propose même des sommets entre ces sommets.

Daniel Cohn-Bendit : Cette métaphore montagnarde est amusante... Oui, c'est vrai. J'ai l'impression qu'on saute de sommet en sommet, comme des chamois — des cabris aurait dit de Gaulle — ; ça fait beaucoup de kérosène, beaucoup de champagne et surtout beaucoup de bruit pour pas grand-chose. Ça participe totalement du jeu contemporain : mettre en scène, plutôt que mettre en œuvre des solutions. Fondamentalement, ce n'est pas une mauvaise chose que les grands de ce monde, et Sarkozy, s'agitent un peu. C'est bien le signe qu'ils ont compris que cette planète ne tourne plus rond. Mais s'ils ne parviennent jamais vraiment à s'accorder, c'est parce qu'ils se heurtent systématiquement à une impasse qu'ils ont eux-mêmes creusée. Ce qu'ils font, c'est de l'intergouvernemental, c'est-à-dire, au mieux, de la mise en commun d'intérêts nationaux, au pire du marchandage. Ils ne représentent que l'Allemagne, la France, le Japon, les États-Unis, en aucun cas le principe planétaire. C'est pourquoi ces sommets sont globalement stériles. Parce que leurs propositions heurtent, sur tel ou tel point, les intérêts nationaux de tel ou tel pays. Alors, on ne s'entend pas sur l'intérêt général mais sur le plus petit commun dénominateur. C'est ça l'intergouvernemental. C'est d'ailleurs un des maux, entre autres, dont souffre aujourd'hui l'Europe — on n'avance plus vraiment sur l'intégration politique parce que les États sont incapables de s'élever au-delà de leurs priorités. Et je ne les blâme pas, les Sarkozy, Merkel, Tusk, ils se sentent responsables devant leurs électeurs, ils ont peur pour leur tête. C'est le jeu des démocraties représentatives. Mais c'est justement pour cette raison qu'il faut une instance capable d'incarner cet intérêt général, au-delà des intérêts nationaux. À la tête de la Commission européenne, Delors bien sûr, mais aussi Hallstein, par exemple, ont su convaincre les États, surtout les grands, de se rendre à des arbitrages qui pouvaient parfois les léser mais qui faisaient avancer tout le monde. On appelait ça "l'esprit communautaire".

"Pourquoi ne pas demander à Obama de faire honneur à son prix par une prise de position exemplaire ?"

SG : Aujourd'hui, le seul organe de coordination de la Communauté internationale existant est l'ONU. Après avoir hiberné pendant des décennies, ses rouages semblent toujours bloqués. Dans un monde si fortement globalisé, le salut national doit pourtant passer par cette transcendance des intérêts nationaux...

DCB : Les grandes crises auxquelles nous sommes confrontés doivent stimuler une volonté de coopération. Sur le climat, par exemple. Je suis inquiet pour Copenhague. Ce serait hautement irresponsable de la part des dirigeants réunis pour cette conférence sur le climat d'en sortir sans s'accorder sur les indispensables mesures drastiques. C'est un ultimatum auquel nous faisons face. Il n'y aura pas de deuxième chance ! Alors, oui, il va falloir payer pour les centrales à charbon de la Pologne — d'ailleurs les Verts européens l'avaient proposé, avec un grand plan Marshall pour une éco-modernisation de la production d'énergie en Europe centrale. Oui, il faudra que l'Union européenne et les États-Unis acceptent d'avoir des objectifs de réduction supérieurs à ceux de la Chine, de l'Inde ou du Brésil... Mais, après tout, c'est en proportion de notre surconsommation. Nous sommes trop fortement interdépendants pour continuer à attribuer plus de valeur au mode de vie américain ou européen qu'à la vie des milliards d'autres habitants de cette planète. Rappelons-nous que l'ONU a proclamé en 1945 l'égalité démocratique entre les États. On peut comprendre qu'à l'ère de la bipolarité, certains États aient voulu être "plus égaux que d'autres". Mais ce temps est révolu. L'ONU n'est plus paralysée aujourd'hui par les ambitions hégémoniques des empires totalitaires. L'institution pourrait devenir le creuset du dépassement des intérêts nationaux. Elle devrait sérieusement réfléchir à mettre en place une instance politique représentative et permanente où pourrait se forger cette vision de l'"intérêt supérieur de l'humanité" qui nous fait tant défaut. L'État-nation n'est pas la fin de l'Histoire. Dans ce contexte, je suis frappé que la France, par manque d'imagination politique, s'amuse encore à des revivals IIIè République sur le thème de l'identité nationale. Il suffit pourtant de changer un peu de point de vue pour se rendre compte que nos identités sont multiples. Regardez ces jeunes des banlieues françaises. On les renvoie systématiquement à des stéréotypes stigmatisants — nord-africain, méditerranéen, immigré, marseillais —, or dès qu'ils mettent un pied en Allemagne, ils se sentent tout simplement français. L'identité, c'est complexe. Ce n'est pas seulement une démarche politico-administrative. Il faut arrêter de jouer à enfermer les gens dans des catégories étroites, même universalistes. C'est mutilant, à la fin.

SG : Une des questions brûlantes (c'est le cas de le dire) est effectivement le réchauffement climatique. Doit-on réduire à cette question toute la problématique de l'environnement, alors que nous avons affaire à un contexte complexe de polycatastrophes ?

DCB : La crise environnementale ne se limite pas au climat. Mais la lutte contre le réchauffement climatique est la mère de toutes les batailles. Et il n'est pas question de la perdre. Nous avons une responsabilité majeure. Notre modèle de développement occidental, qui a fait des émules dans le monde entier, repose en fait sur un double mythe : celui de la gratuité de ressources naturelles inépuisables ; et cette croyance inébranlable que l'intelligence technologique humaine pourra toujours répondre aux improbables défaillances de la nature. Or, sérieusement, la liste des ressources surexploitées est interminable et déprimante. On pourrait citer comme cas d'école les ressources maritimes ; c'est terrifiant. Les océans se meurent. C'est un symbole fort. Et je n'ai pas l'impression que les États-nations permettent de prendre en compte la gravité de la situation. J'ai bien peur, qu'en lieu et place d'une coopération, la compétition pour la dernière goutte de pétrole ou le dernier kilogramme de charbon ne vienne remplacer les luttes pour le Lebensraum du siècle dernier.

"J'ai peur que la compétition pour la dernière goutte de pétrole ne remplace les luttes pour le Lebensraum du siècle dernier"

SG : L'écologie englobe aussi les questions sociales et politiques, la crise de civilisation, la crise du sens et de la pensée, la corruption hard et la corruption soft. Si l'écologie est, elle couvre tout le champ politique ; sinon, elle n'est pas !

DCB : Bien sûr, l'écologie politique embrasse bien plus que la défense de l'environnement. Elle connaît le lien, qu'Eva Joly illustre très bien, entre corruption internationale, paradis fiscaux, pillage des ressources naturelles et donc pauvreté. L'écologie est une pensée globale. Je rappelle que le mot d'ordre des écologistes depuis les années 1970, c'est "think global, act local". Le lien entre ici et là-bas est permanent dans cette approche. La défense de l'environnement, c'est la défense de l'humain, dans toutes ses dimensions. C'est une éthique, au sens que les philosophes grecs donnaient à ce terme. Nous vivons aujourd'hui une crise socio-écologique du capitalisme. Cette crise, c'est la remise en cause d'un modèle de surexploitation des ressources aussi bien naturelles qu'humaines. Les ressources naturelles, je viens d'en parler. L'épuisement des ressources humaines, c'est celui que génère la souffrance au travail, la pression croissante sur les salariés et les cadres. C'est la crise latente du productivisme. Or, à une crise de civilisation, il faut répondre par une politique de civilisation. Une vraie, au sens d'Edgar Morin, pas de Henri Guaino et de son perroquet présidentiel. Non seulement il faut soutenir les plus fragiles, ceux qui peinent à finir le mois et qui sont de plus en plus nombreux, mais surtout, surtout, il faut s'attaquer à la base du problème. Il faut faire en sorte que de telles crises ne reviennent pas systématiquement, cycliquement, comme un "marronnier"... Il s'agit d'anticiper. Préparer l'après-pétrole, concevoir des méthodes de production écologiques, changer notre façon de vivre et de consommer. Là encore, nous devons toujours naviguer entre local et global. D'une part, initier au niveau local la transformation écologique de la société. Et d'autre part, initier au niveau global des logiques de coopération. Parce que l'écologie politique couvre effectivement le champ politique global, elle permet de penser tous les termes de l'équation de la gouvernance mondiale. Elle permet de repenser les circuits commerciaux, la division internationale du travail, la mise en concurrence des systèmes fiscaux, la répartition des richesses naturelles. Elle permet de rendre ce monde aux humains.

SG : Rarement on a vu autant de bonnes intentions en déclarations et en paroles. Ainsi de Barack Obama et de son prix Nobel de la Paix. Prix Nobel de la Rhétorique, puisque ses bonnes paroles — du moins, pour l'instant —ne sont pas suivies d'effets. Or, Edgar Morin, le dit : "S'il est urgent d'alerter, il est encore plus urgent de commencer." Comment inventer cette "logique du commencement" ?

DCB : La parole politique se dévalue vite... Nietzsche, il me semble, disait que certaines paroles creuses sont aussi dangereuses pour la pensée que la fausse monnaie pour une économie. À l'heure des spin doctors et autres conseilleurs en com, les faux-monnayeurs de la politique font la loi. Mais je ne crois pas qu'ils soient la cause du problème. Je crois qu'ils sont une conséquence. Pourquoi fait-on de la politique ? Pour changer le monde. Or, la plupart des formations et des figures politiques y ont renoncé. Soit par fatalisme, soit par conservatisme, soit par manque d'imagination, qu'ils savent travestir dans les beaux discours calibrés de ces communicants. Avec la mort du totalitarisme communiste, ils ont décrété la mort des utopies et de l'idéal politique pour imposer une idéologie qui ne dit pas son nom : le pragmatisme. C'est-à-dire, la légitimité du pouvoir pour sa propre fin. C'est dommage. Barack Obama, en revanche, ramène le souffle de l'idéal en politique. La volonté de changer les choses. Bien sûr, il se heurte à des obstacles, aux réticences, aux intérêts installés. C'est logique. Mais je crois que c'est un homme de conviction qui ne sacrifie pas l'essentiel à l'illusion d'avoir résolu le problème, comme certains réformateurs du capitalisme. Sa récompense est peut-être prématurée au regard de ses accomplissements réels. Disons que c'est le "Prix Nobel de l'Espoir" qui lui a été décerné. Mais au moins, essaye- t-il ! Et à ce propos, j'aime bien la phrase d'Edgar sur l'urgence du commencement. Elle sonne juste. On ne peut se contenter d'avoir raison et de simplement siffler l'alarme. Nous sommes trop souvent dans des logiques de contournement. Il faut se saisir des problèmes à bras le corps. Pour commencer, pourquoi ne pas demander à Obama de faire honneur à son prix par une prise de position exemplaire des États-Unis à la Conférence de Copenhague ?

SG : "Là où croît le danger, croît aussi ce qui sauve" écrivait Hölderlin. Le fil de l'Histoire permet les sursauts...

DCB : Malheureusement, cette belle phrase d'Hölderlin est souvent comprise comme l'évocation d'une intervention divine qui viendrait nous désigner la solution au moment critique. Et pour la plupart de nos élites, c'est la foi un peu absurde dans notre capacité technologique. Une forme de scientisme aveugle qu'Allègre illustre bien en France. Je crois qu'il faudrait pour une fois que nous apprenions la leçon avant la catastrophe. Il a fallu la guerre de 30 ans (1618-1648) et la disparition du tiers de la population allemande pour que naisse le système des États-nations — c'est-à- dire le système westphalien et l'équilibre des puissances. Puis, 60 millions de morts et l'horreur absolue de l'Holocauste pour qu'on commence à sérieusement envisager des principes de régulation internationale. Je ne suis pas sûr que ce soit une bonne idée d'attendre les dizaines de millions de morts, les centaines de millions de réfugiés climatiques et la misère de quelques milliards de gens pour commencer à parler de gouvernance mondiale.

À lire : Daniel Cohn-Bendit, Que Faire ? (Hachette, 2009)

** Sacha Goldman est Secrétaire Général du Collegium International, organisation particulièrement sensibilisée à la question de la gouvernance mondiale.*